

## LES CONDITIONS AUX LIMITES DES POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION DANS LE TIERS MONDE\*

par Alain LIPIETZ\*\*

Dans les années 60, les théories de l'impérialisme et de la dépendance imputaient essentiellement aux « conditions externes » le fait de la non-industrialisation des pays du Tiers Monde. Ces théories sont aujourd'hui fortement remises en cause :

- par le fait massif de l'industrialisation capitaliste moderne de certains pays du Sud, où le rôle des Firmes multinationales reste mineur par rapport à l'initiative des Etats et entrepreneurs locaux;
- par la découverte de l'importance des blocages internes (politiques, culturels, etc.), mais aussi de l'ampleur des processus « endogènes » d'émergence du capitalisme à partir de l'économie marchande dans l'ensemble des pays même les moins avancés (« débat kenyan », travaux récents de Judet et Courlet).

Le débat se déporte alors sur les conditions *internes* de l'industrialisation (et sur sa nature, son utilité...). Evolution à mon sens extrêmement positive. Mais il ne faudrait pas tomber dans l'excès inverse, et, au nom du primat des causes internes, oublier la prégnance (historiquement variable) des « conditions aux limites ».

La thèse centrale de cette intervention est la suivante :

- l'intérêt général des capitalismes industriels du Nord, du XVIII<sup>e</sup> siècle à la seconde guerre mondiale, a été l'absence de développement de « concurrents », donc le non-développement industriel du Sud.
- Dans les trente années qui ont suivi la guerre, cet intérêt s'est estompé.

\* Cet article reprend certain des arguments développés dans mon livre, *Mirages et miracles. Sur l'industrialisation dans le Tiers Monde*, Paris, La Découverte, 1985.

\*\* CEPREMAP, Paris.

— Dans la crise actuelle, les intérêts du Nord par rapport au développement du Sud sont devenus très contradictoires, entre pays du Nord, au sein de chaque pays, et à l'intérieur même des instances internationales. Ces contradictions se reflètent dans l'instabilité des conditions que le Nord impose et des propositions qu'il adresse au Sud, et les masses populaires du Sud paient le coût de cette impasse, alors même que le capitalisme du Nord n'y trouve pas un intérêt évident.

## I. — L'ANCIENNE PROBLÉMATIQUE NORD-SUD

### A. La « première division internationale du travail »

Le capitalisme se développe d'abord (du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle) comme internationalisé, puis construit son marché intérieur. Pour les centres capitalistes en formation, « l'extérieur » est d'abord un marché où écouler les produits manufacturés, une source de main-d'œuvre et parfois une source de matières premières (minières ou agricoles).

La politique du Nord vis-à-vis du Sud est alors une « politique de la canonnière » pour ouvrir les marchés ou mettre la main sur les matières premières. Le Nord peut compter sur la force mais *plus souvent* sur des alliances sociales au Sud, qui imposent à leur pays cette position subordonnée. Les « nouveaux centres capitalistes » qui se forment dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle y parviennent en s'opposant au libre-échange (Allemagne, Japon). Le résultat de ce processus est la « première division internationale du travail » : le Nord exporte des produits manufacturés, le Sud des émigrés et des matières premières.

### B. Le fléchissement de l'intérêt du Nord dans le sous-développement du Sud

Après 1945 triomphe au Nord le modèle de développement *fordiste* :

- taylorisation et intensification capitaliste dans le procès de travail, avec hausse rapide de la productivité;
- généralisation de la consommation de masse;
- régulation étatique du parallélisme entre hausse de la productivité et hausse du niveau de vie.

Dans ces conditions, la recherche de débouchés externes devient très secondaire, et de fait les échanges internationaux se développent essentiellement entre pays développés. L'intérêt économique *général* du Nord devient plutôt le développement économique de ses partenaires. Il en est

d'ailleurs de même de l'intérêt *politique* (rivalité avec le communisme). Mais existent encore de lourds intérêts économiques *particuliers* contre le développement du Sud :

- le contrôle de matières premières à bas prix;
- l'existence de firmes puissantes liées à l'économie de « pillage » du Tiers Monde.

Face à ces intérêts particuliers, les sociétés colonisées du Sud, ou les Etats déjà indépendants politiquement, peuvent être amenés à prendre des mesures politiques radicales dans la lutte pour l'indépendance économique, qui provoquent des réactions répressives du Nord.

L'opposition (parfois militaire) du Nord à la construction de l'indépendance économique du Sud a donc des raisons *plus politiques* qu'économiques. C'est typique dans les contradictions de l'administration Kennedy (« Alliance pour le progrès » + interventions à Cuba et au Vietnam).

### C. Deux stratégies d'indépendance économique du Sud

1 / Dans les pays anciennement indépendants :  
*contrôle des matières premières + substitution aux importations « par l'aval »*

Dès les années 30, des régimes populistes d'Amérique latine, mettant en œuvre une régulation corporatiste (synthèse directe dans le Parti-Etat des représentations des intérêts ouvriers et patronaux) tentent de renverser leur ancienne exclusion des productions manufacturières.

L'idée est d'acheter les biens de production en les payant avec les exportations primaires, et produire nationalement les biens de consommation des classes urbaines. La subordination de l'agriculture aux nécessités de cette mise en place d'un « sous-bloc fordiste urbain » sera plus ou moins réussie (avec un mouvement des prix relatifs agricoles décroissant au Mexique, croissant en Argentine). Dans tous les cas, cette stratégie se heurte à deux séries de difficultés :

- la *moins importante* mais la plus spectaculaire est la réaction violente du Nord à la prise de contrôle national des exportations primaires (Mossadegh, Anaconda, United Fruit);
- la plus grave est la relative inefficience de la substitution aux importations, due à des limites internes :

insuffisance des réformes sociales permettant le développement du marché intérieur;  
 insuffisance de culture technique ou résistance syndicale interdisant l'usage le plus productif des équipements achetés.

*Résultat* : Malgré l'importation de biens de production « fordistes », la logique ne peut être reconstituée. Les produits manufacturiers ne pouvant être exportés, les biens d'équipements importés en volume croissant ne peuvent être payés que par des matières premières dont les termes de l'échange se dégradent.

2 / *Dans les nouveaux pays indépendants :  
l'industrialisation « par l'amont »*

Cette seconde stratégie a surtout inspiré quelques pays fraîchement décolonisés (années 50-60), qui s'inspirent de l'exemple soviétique et des critiques marxistes à la stratégie précédente de substitution aux importations « par l'aval ».

L'idée est de se doter d'abord d'une industrie de base supposée « industrialisante ». Or il n'existe pas « d'amont » absolu. Il faut importer des biens de production très coûteux, difficiles à mettre en œuvre faute de savoir-faire local et faute d'industrie de maintenance, et qui ne peuvent améliorer le bien-être collectif qu'à très long terme (cf. l'exemple algérien).

CONCLUSION

Les déceptions venues de ces deux stratégies, les interventions politico-militaires du Nord contre certaines expériences de politique indépendante, sont abusivement confondues avec la volonté du Nord de maintenir l'ancienne division internationale du travail.

II. — SUCCÈS ET DIFFICULTÉS

DE LA « NOUVELLE POLITIQUE D'INDUSTRIALISATION »

A. *Origines et logiques de la nouvelle politique d'industrialisation*

Quelques pays vont, dans les années 60-70, se lancer dans une stratégie industrielle aux succès spectaculaires. Tournée vers l'exportation manufacturière, elle comprend une première variante qui n'est qu'une « promotion » de la vieille politique d'exportation de biens primaires (première transformation des produits miniers ou agricoles). Cette première variante, appliquée notamment dans les pays pétroliers, ne fait que déplacer la division internationale du travail *entre branches* (cf. Sid-Ahmed).

La seconde variante consiste à acheter des biens de production en gageant cet achat à crédit sur la perspective de revendre les produits manufacturés vers le Nord ou le reste du Sud. Telle est la variante de la

« Nouvelle Politique d'Industrialisation » qui inspira les « NPI » et conduisit à la « nouvelle division internationale du travail », cette fois à l'intérieur des branches.

Elle trouve son origine dans un double contexte, externe et interne :

- l'épuisement progressif des gains de productivité fordistes au Nord, et le creusement de l'écart cumulé sur vingt ans entre salaires réels au Nord et au Sud, reconstituent les conditions d'une production manufacturière compétitive au Sud;
- certaines alliances de classe, certains Etats se saisissent de cette opportunité pour se lancer dans une politique d'industrialisation orientée vers l'exportation.

Typiquement, cette stratégie comporte deux étapes :

- la « taylorisation primitive » : industries de main-d'œuvre taylorisées principalement tournées vers l'exportation;
- le « fordisme périphérique » : industries davantage mécanisées, et de plus en plus tournées vers le marché intérieur, même si les exportations manufacturières s'ajoutent de plus en plus aux exportations primaires et aux divers revenus de transfert (tourisme, émigration) pour payer les biens de production importés.

D'une manière plus générale, ces deux logiques s'articulent, dans le régime d'accumulation concret des pays considérés, entre elles et aux logiques précédentes : exportations primaires (Brésil, puis Mexique), substitution aux importations par l'aval (Corée du Sud) ou par l'amont (Brésil). Le développement du marché intérieur pour les biens de consommation durables est obtenu à travers une profonde polarisation des revenus totaux (régime « excluant » du Brésil), ou avec une élévation du niveau de vie touchant les classes ouvrières urbaines (Mexique) ou même la paysannerie (Corée).

Mais nous n'examinons ici que les « conditions aux limites » extérieures.

B. *La conjoncture du succès (1973-1979)*

- Malgré l'épuisement du modèle fordiste au Nord, les gouvernements ne peuvent ou ne veulent y remettre en cause la croissance (même ralentie) de la demande populaire.
- La rente pétrolière est payée à crédit par émission de monnaie nouvelle (en dollars), et elle est recyclée par les Banques multinationales vers les NPI.

Pour les NPI (« Pays s'industrialisant nouvellement » plutôt que « Nouveaux Pays industrialisés ») il y a donc à la fois perspective d'élargissement

du marché (au Nord), et surliquidité monétaire mondiale permettant de s'équiper avec des emprunts faciles à faible taux d'intérêt réel.

Pour le Nord, ces ventes d'équipements au Sud représentent de nouveaux marchés, et les biens de consommation importés du Sud à bas prix permettent à la fois de peser sur les salaires du Nord, et d'y augmenter le pouvoir d'achat du consommateur.

### C. *Le choc monétariste (1979-1982)*

A partir de 1979 et surtout 1981, la politique des Etats-Unis s'inverse : récession de pouvoir d'achat interne, blocage de l'émission de nouveaux crédits par une politique de taux d'intérêt élevé. Il s'agit de prendre acte de la crise de l'ancien modèle de développement, et d'accélérer la restructuration en comptant sur le « libre-jeu des forces du marché ».

Les deux conditions du succès des Nouveaux Pays industrialisés (marché du Nord en expansion, surliquidité mondiale) disparaissent en même temps. Il faut rembourser la dette alors que les marchés se rétrécissent et que l'argent devient plus cher.

### D. *Nouvelle volte-face (1982-1985)*

Face à la brutale aggravation de la crise, au Nord et au Sud, et au risque de faillites, les Etats-Unis inversent à nouveau leur politique : acceptation de déficits internes et externes gigantesques, reprise de la croissance du Nord, donc reprise des exportations du Sud au Nord.

Mais cette fois (à la différence de 1973-1979) les Etats-Unis paient leur déficit principalement avec des dollars qu'ils empruntent. Le crédit international reste rare, la reprise des exportations par les NPI leur sert exclusivement à payer les intérêts de leur dette.

Il suffit cette fois que l'expansion américaine ralentisse (été 1984) pour que le problème de la dette du Sud redevienne aussi grave (en 1985) que lors de la récession de 1982.

## III. — L'ACCUMULATION DES BLOCAGES

### 1 / *Le néo-mercantilisme*

Le Nord n'avait d'abord vu (dans les années 70) que les avantages du développement industriel du Sud. Maintenant il en ressent les inconvénients : la concurrence des productions à bas prix supprime chez lui

des emplois. D'où les réactions protectionnistes des Etats du Nord, au moment même où le FMI appelle le Sud à s'orienter encore plus vers l'exportation pour rembourser la dette!

### 2 / *Le paradoxe du remboursement*

Pour rembourser, le Sud devrait avoir durablement un fort excédent commercial sur le Nord. Ce qui aggraverait le problème précédent. L'intérêt macro-économique du Nord est ici le non-remboursement. Mais celui-ci mettrait les banques du Nord en faillite. Il faut donc organiser les reports de paiement, et même de nouveaux crédits vers le Sud. Les Etats-Unis se sont à moitié convertis à cette idée à la conférence de Séoul (1985). Mais à moitié seulement : le Plan Baker demande aux banques multinationales privées d'organiser le sauvetage financier de leurs propres débiteurs. Ce qui pour des banques *privées* est une contradiction dans les termes, en l'absence d'un prêteur en dernier recours.

### 3 / *Le paradoxe de la rente pétrolière*

Si les banques privées ont pu prêter dans les années 70, c'est parce qu'elles disposaient des dépôts des excédents pétroliers. La baisse du prix du pétrole a donc des effets très contradictoires.

Immédiatement, elle est favorable pour les pays importateurs du Nord, et aussi du Sud (pays les moins avancés).

Mais elle est lourde de menaces :

- immédiatement, pour les pays du Sud exportateurs de pétrole qui finançaient leur industrialisation avec les revenus pétroliers (Mexique);
- à court terme, pour tous les NPI qui exportaient vers les exportateurs de pétrole;
- à moyen terme, parce qu'elle va assécher la liquidité des banques.

## CONCLUSION

Pour dénouer cette impasse, il faut :

1 / Solder le passé récent, c'est-à-dire annuler la dette du Tiers Monde, ou au moins indexer les remboursements sur une part (minime) des exportations. Pour que cela ne mette pas les banques en faillite, il faut qu'une institution (qui ne peut pas être, comme dans les années 70, le système monétaire us) émette des liquidités internationales.

2 / Eviter la reproduction des erreurs passées, c'est-à-dire admettre que tous les pays ne peuvent être en même temps exportateurs nets. Le développement industriel du Sud ne peut être fondé que sur une croissance parallèle du niveau de vie du Sud.

Le Nord doit donc renoncer à mettre en compétition les travailleurs à bas salaires du Sud, les uns contre les autres et contre les travailleurs du Nord.

Cela passe par une réforme générale portant à la fois sur les conditions de création d'une monnaie mondiale et sur l'adoption des règles de « concurrence équitable » prenant en considération des clauses sociales (reconnaissance des droits syndicaux, Etat-providence, etc.).

Il s'agit donc de reconstruire, au niveau international, les conditions qui ont permis, dans les pays du Nord, la croissance d'après 1945.

Mais cela ne signifie pas que le modèle de développement doit être le même, dans tous les pays, que celui que le Nord a connu alors. Les limites écologiques, qui pèsent déjà comme contrainte interne sur chaque pays particulier, se manifesteraient comme limites externes (par renchérissement des matières premières et de l'énergie) si de nombreux pays du Sud rejoignaient le « modèle de production européen » (BABIC).

En outre, rien n'indique que le meilleur consensus interne possible dans chaque pays du Sud soit la reconstitution d'une variante du modèle fordiste. Mais ceci (la possibilité et la désirabilité d'un modèle de développement alternatif) est une autre histoire.